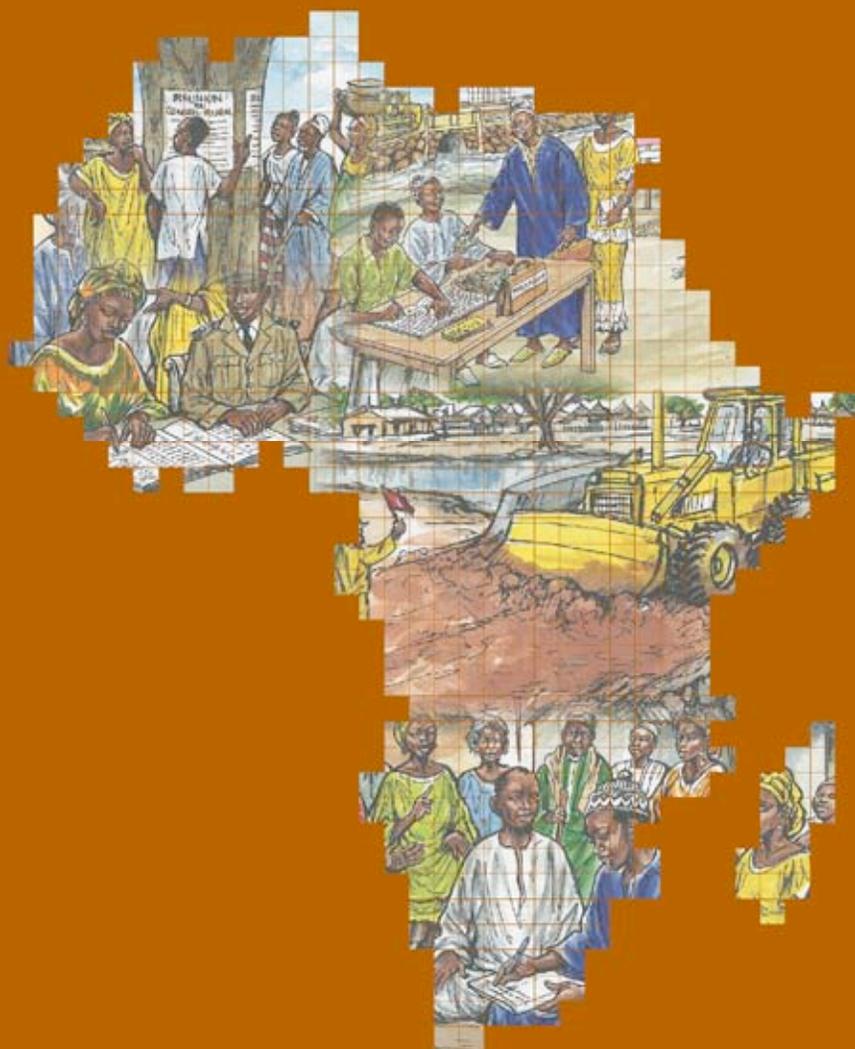


LE BUDGET PARTICIPATIF EN AFRIQUE

Guide pour la formation en pays francophones



UN-HABITAT



ENDA TM

Le Budget Participatif en Afrique

Guide pour la formation en pays francophones

TOME I: Concepts et Principes



UN-HABITAT



ENDA TM

Copyright © Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains et (ONU-HABITAT)
Environnement et Développement du Tiers-Monde ENDA/Ecopop, 2008

ISBN: 978-92-1-131959-0

HS/975/08F

Le Budget Participatif en Afrique – Guide pour la formation en pays francophones
Tome I: Concepts et Principes

AVERTISSEMENT

La teneur du présent ouvrage ne reflète pas nécessairement les vues ou politiques d'ONU-HABITAT ou des organismes qui y contribuent. Les appellations qui y sont employées et la présentation des éléments y figurant n'impliquent de la part d'ONU-HABITAT ou de ces organismes aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Des extraits peuvent être reproduits sans autorisation sous réserve de mention de la source.

Mise en page et impression à Nairobi par le Bureau des Nations Unies à Nairobi

Illustration de couverture : ENDA TM/Ecopop

La mise au point de ce Guide pour la formation aux méthodes de Budget Participatif à destination de l'Afrique a été rendue possible grâce à l'appui financier apporté par le Gouvernement des Pays-Bas à ONU-HABITAT dans le cadre du programme de Renforcement des capacités de formation au niveau national pour une meilleure gouvernance locale et le développement urbain.

Publié par:

Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains (ONU-HABITAT)

P.O. Box 30030

GPO 00100

Nairobi (Kenya)

Fax : (254-20) 7623092

E-mail : tcbb@unhabitat.org

Site Internet : www.unhabitat.org

et

Environnement et Développement du Tiers-Monde ENDA Ecopop (ENDA TM/Ecopop)

B.P. 3370

Dakar (Sénégal)

Fax: +221 864 68 32

E-mail : ecopop@enda.sn

Site Internet: www.enda.sn/ecopop

Préface

Le budget participatif apparaît de plus en plus comme une rénovation des pratiques d'administration municipale propre à promouvoir les principes de bonne gouvernance urbaine. De fait, le budget participatif peut procurer bien des avantages aux autorités locales comme à la société civile. Il peut rendre les dépenses municipales plus transparentes et stimuler la participation des citoyens à la prise de décisions relatives aux ressources publiques. Il peut améliorer les recettes fiscales des municipalités. Il aussi peut réorienter les investissements municipaux vers les infrastructures de base en faveur des quartiers défavorisés. Il peut enfin renforcer les réseaux sociaux et aider à aplanir les divergences de vue entre les dirigeants élus et les différentes composantes de la société civile.

Parce qu'il élargit et approfondit la participation des citoyens à l'affectation des ressources publiques, le budget participatif concourt à l'avènement de villes socialement mieux intégrées, en permettant aux catégories sociales traditionnellement marginalisées de rompre le cycle de l'exclusion. Le budget participatif peut, à terme, devenir un important outil de démocratisation des villes. Cette pratique n'a fait que se développer depuis son apparition en Amérique Latine, et aujourd'hui dans le monde entier de plus en plus de villes en adoptent les principes, moyennant un grand nombre de variantes locales.

En Afrique, le budget participatif attire de plus en plus l'attention des gouvernements,

de la société civile et des organismes de développement international, qui y voient une plate-forme novatrice permettant au citoyen de mieux se faire entendre dans l'élaboration des budgets et la distribution des ressources et services publics. Le budget participatif est de plus en plus reconnu non seulement comme un bon moyen d'orienter les ressources publiques vers les plus pauvres, mais aussi comme un appui supplémentaire à la décentralisation et à la responsabilité des gouvernants vis-à-vis de la société.

ONU-HABITAT s'est vu solliciter par un nombre croissant de villes africaines désireuses d'adopter à leur tour le budget participatif. D'où le partenariat noué par ONU-HABITAT avec Environnement et Développement du Tiers-Monde ENDA-Ecopop (Sénégal), le Partenariat pour le Développement Municipal en Afrique de l'Est et du Sud (Zimbabwe) et le Centre International de Gestion Urbaine (Equateur), afin d'œuvrer ensemble au renforcement des capacités des autorités locales en Afrique par l'adoption et la mise en pratique du budget participatif.

Le présent guide de formation est l'un des résultats de cette collaboration entre organismes d'origines différentes. Il a pour point de départ des concepts mais aussi des illustrations pratiques provenant des villes africaines qui ont récemment adopté le budget participatif. Compte tenu des particularités régionales du continent africain, deux versions de ce guide ont été publiées, l'une pour les pays francophones, l'autre pour les pays anglophones. Cet ouvrage met en

relief et en écho les démarches entreprises en Amérique Latine par de nombreux anonymes des deux sexes pour asseoir plus solidement la démocratie dans leurs propres villes et y instaurer une gouvernance participative. La collaboration interrégionale dans la préparation de ce guide de formation a également permis d'établir un processus d'apprentissage mutuel entre communautés linguistiques et régions en Afrique comme en Amérique Latine. La contribution des différentes institutions, y compris des campagnes de sensibilisation et des ateliers pilotes, témoigne de la multiplicité des sources de cette publication.

J'espère que ce Guide de formation va devenir une source d'inspiration pour les responsables et les dirigeants municipaux qui sont décidés à introduire le budget participatif en Afrique afin d'y rénover la gouvernance locale. Toute suggestion de votre part destinée à améliorer ce guide de formation sera la bienvenue, y compris les leçons et expériences acquises sur le terrain.



Anna Kajumulo Tibaijuka
Directrice Générale, ONU-HABITAT

Liste des sigles et abreviations

Liste des sigles et abreviations

AIA-BP	Alliance Interafricaine du Budget Participatif
AG	Assemblée Générale
AGETIP	Agence des Travaux d'Intérêt Public
ARD	Agence Régionale de Développement
ARV	Antirétroviraux
ASDI	Agence Suédoise pour le Développement International
ASC	Association Sportive et Culturelle
ASSOAL	Organisation Sociale d'Appui aux Acteurs et aux Processus de Développement Local
BM	Banque mondiale (BIRD)
BP	Budget Participatif
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
CAEL	Cellule d'Appui aux Elus Locaux
CCG	Cadre de Concertation et de Gestion
CCL	Code des Collectivité Locales
CERPAC	Centre d'Etudes et de Recherches Populaires pour l'Action Citoyenne
CFA	Communauté financière africaine (Afrique de l'Ouest) ; Coopération financière en Afrique (Afrique centrale)
CIFORD	Centre d'Information, de Formation et de Recherche pour le Développement
CR	Conseil Rural
CR	Communauté Rurale
CU	Centre Urbain
DANIDA	Agence Danoise pour le Développement International
DSRP	Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté
ENDA	Environnement et Développement Action dans le Tiers monde
ENDA-ECOPOP	ENDA TM – Programme Economie Populaire
EP	Evaluation Participative
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine/Coopération financière en Afrique
FDD	Fonds de Dotation à la Décentralisation
FFOM	Forces Faiblesses Opportunités Menaces
GIC	Groupe d'Initiatives Communes
GIE	Groupement d'Intérêt Economique

GPF	Groupement de Promotion Féminine
IAGU	Institut Africain de Gestion Urbaine
IED	Innovations Environnement et Développement
IIED	Institut International pour l'Environnement et le Développement
MITAD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MDP-ESA	Partenariat pour le Développement Municipal – Afrique du Sud et de l'Est
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OCB	Organisation Communautaire de Base
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains
PDC	Plan de Développement Communal
PDG	Président Directeur Général
PDL	Plan de Développement Local
PDM	Programme de Développement Municipal
PIB	Produit Intérieur Brut
PLD	Plan Local de Développement
PIC	Plan d'Investissement Communal
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PNLP	Plan National de Lutte contre le Paludisme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRDI	Plan Régional de Développement Intégré
SAHA	Programme de développement rural à Madagascar, appuyé par l'Inter-coopération suisse
SDE	Société des Eaux
SEPO	Succès Echecs Potentialités Obstacles
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
TOM	Taxe sur les Ordures Ménagères
USAID	Agence américaine pour le développement international
USD	Dollar des Etats-Unis d'Amérique
VIH-SIDA	Virus d'Immunodéficience Humaine - Syndrome d'Immunodéficience Acquise

Sommaire

Préface	III
Avant-propos	XI
i) Raison d'être de ce guide	XI
ii) L'élaboration du guide du BP pour l'Afrique et son contexte	XI
iii) Structure	XIV
iv) Limitation du guide	XV
v) Note sur l'utilisation du guide	XV
vi) Remerciements	XVI
1 PREMIERE PARTIE: INTRODUCTION AU BUDGET PARTICIPATIF	1
1.1 Le budget participatif en Afrique	1
1.2 A la découverte des concepts	5
1.2.1 Définitions du budget participatif	5
1.2.2 Historique du budget participatif: du Brésil au reste du monde	5
1.2.3 Budget participatif, démocratie directe et démocratie représentative	5
1.2.4 Du budget familial au budget classique de la collectivité locale	7
1.2.5 Le budget classique et son cycle	8
1.2.6 Budget et participation	9
1.3 Quelques principes du budget participatif	12
1.4 Les bienfaits du budget participatif	13
1.4.1 Pour les citoyens et OCB	13

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_19167

